

On a parfois le sentiment qu'Emmanuel Macron est le « ministre de tout », tant il intervient quotidiennement dans tous les domaines...

C'est particulièrement le cas en matière d'éducation où le pauvre Gabriel Attal se trouve réduit au rôle de figurant, voire d'apporteur de réponses, un peu comme un élève qui serait interrogé par son maître.

Ce système où les interventions à l'emporte-pièce du chef de l'État prolifèrent peut avoir toutes sortes d'effets. On ne sait d'ailleurs pas, au juste, s'il s'agit d'effets d'annonce, de réflexions générales ou d'improvisations qui seront sans lendemain...

Ainsi, il était évident souhaitable de revoir le « bac Blanquer » et de remettre en juin les épreuves de spécialité.

Mais il m'est apparu dommageable de proposer – comme l'a fait le président – que les élèves en difficulté rentrent en classe le 20 août. Cette improvisation montre que le président ignore que des dispositifs comme les « vacances apprenantes » existent déjà.

Mais surtout, infliger cette rentrée prématurée à des élèves en difficulté, qui vivent souvent mal ces difficultés, et vivront cela comme une punition, est une brimade par rapport à leurs camarades. C'est bien sûr les stigmatiser. Et on peut douter du résultat de cette improvisation si, un jour, elle était mise en œuvre.

Le vrai sujet, on le sait, est celui du temps scolaire. Les journées de classe sont trop lourdes. Il y a moins de jours de classe dans une année en France que dans l'ensemble des pays d'Europe. Il faut donc assurément revoir dans son ensemble le temps scolaire, pour tous les élèves, afin de mieux répartir ce temps dans la journée, la semaine, les mois et au cours de l'année. Il serait très utile de prévoir un accueil dans les établissements de *tous* les élèves *le soir* pour le temps des devoirs, etc. Les élèves en difficulté bénéficieraient bien sûr de telles dispositions.

Cela suppose non pas des décisions à l'emporte-pièce, mais une vraie concertation avec tous les professionnels et acteurs concernés.

JPS